

“Il faudra réduire drastiquement les outils économiques publics”

- Le ministre Maxime Prévot (CDH) veut compenser les futures pertes liées à la suppression de la redevance télé en réduisant les outils économiques publics
- Le CDH est prêt à parler de tout, même du décumul intégral
- Il aimerait que son parti conserve la compétence de l'enseignement.

“J’ose espérer que le PS ne fera pas de représailles de bas étage sur un texte aussi fondamental pour les familles que les allocations familiales. Sinon ce retard annoncé par le PS sera généré par lui-même”

Maxime Prévot (CDH)

Vice-président du gouvernement wallon.

Entretien Stéphane Tassin

Maxime Prévot, le vice-président (CDH) du gouvernement wallon tient à remettre les pendules à l'heure sur la télé-redevance, l'attitude du PS, l'ambition du CDH pour la Wallonie, le décumul, etc.

Depuis jeudi, avec le PS, les rapports se sont particulièrement tendus ?

C'est vrai, la journée de jeudi, avec la réunion du gouvernement, a été la cristallisation de la rupture. Mais c'était attendu. Sachant qu'ils vont devoir quitter le navire, les socialistes inscrivent à grandes brassées des points à l'ordre du jour. Ils savent pourtant qu'il n'y a pas d'accord mais pour eux ces dossiers sont symboliquement chargés. C'est là que nous avons dénoncé une stratégie de communication, sur la redevance télé.

Pourtant, il y aurait eu, la semaine passée, un accord global entre vous pour faire passer les textes des uns et des autres ?

Non. Mais soyons clairs, supprimer la redevance télé est aussi une volonté du CDH. L'accord conclu entre les présidents de parti en 2016 prévoyait que cette suppression se fasse dans le cadre d'une réforme fiscale globale pour compenser la perte. Les compensations proposées par le PS ne nous convenaient pas. On ne reprend pas d'une main ce que l'on donne de l'autre.

Comment compenser la perte alors ?

La réduction drastique d'une série d'outils publics

pour lesquels nous avons toujours connu une opposition des socialistes. Il y a des synergies possibles entre la Sogepa et la Spaque, entre la SRIW et la Sowalfin. Le PS ne voulait pas non plus discuter des invests. Ce sont des endroits où il y a des trésoreries extrêmement importantes, on parle de centaine de millions d'euros. C'était la chasse gardée du ministre de l'Economie.

Le PS dit que vous avez bloqué des subsides jeudi en réunion du gouvernement ?

C'est vrai. C'étaient des subsides pour des opérateurs économiques et des ASBL. Il faut préciser que ces demandes sont arrivées seulement jeudi, par la bande des pneus crevés, et nous n'avons jamais eu l'occasion de les analyser. Nous voulons simplement nous assurer que cet argent serve bien à soutenir l'activité économique plutôt que les petits copains du PS.

Il y aura donc encore des réunions du gouvernement wallon ?

Bien sûr. Nous discuterons d'ailleurs du texte sur les allocations familiales.

Paul Magnette a pourtant dit que le texte ne serait pas prêt ?

Il est mal informé puisqu'il a prétendu qu'il n'y avait pas eu de réunion et que nous attendions l'avis de l'inspecteur des finances. Je précise que l'avis est arrivé la veille du gouvernement de jeudi et il y a eu une réunion inter-cabinet sur ce sujet en début de semaine. J'ose espérer que le PS ne fera pas de repré-

sailles de bas étage sur un texte aussi fondamental pour les familles, sinon ce retard annoncé par le PS sera généré par lui-même. Et je rappelle qu'il y a un accord de gouvernement.

Humainement, ce n'est pas devenu impossible de travailler ensemble ?

Ce n'est pas agréable. Il y a des gens de qualité au PS. J'espère qu'on arrivera à rester courtois dans les échanges. Je tiens quand même à dire que la radicalisation gauchisante du PS a aussi contribué à créer la rupture. Ce n'est pas parce que le PS s'en va qu'il n'y aura plus de politiques sociales en Wallonie. Nous incarnerons la conscience sociale du prochain gouvernement. La conscience sociale du PS s'est perdue dans une course au fric hallucinante ces dernières années.

Sur Publifin ou sur la politisation de l'administration on peut considérer que le PS n'est pas seul responsable ?

Benoît Lutgen l'a bien dit, tout le

monde doit balayer devant sa porte, mais après trente ans de pouvoir le monticule de neige est plus conséquent devant la porte du PS. Avec un gouvernement sans socialistes nous pourrions aller plus loin. Paul Furlan (PS), par exemple, n'a pas pu aller aussi loin qu'il l'aurait voulu en matière de réforme de gouvernance.

Le PS l'a bloqué ?

Certains de ses camarades, en coulisses, lui ont fait comprendre qu'il ne devait pas aller aussi loin.

“La conscience sociale du PS s'est perdue dans une course au fric hallucinante ces dernières années.”

“Le CDH n'a pas de tabous sur le décumul total”

Que vont devenir les textes du ministre Dermagne (PS), sur la bonne gouvernance ? Ils devaient être votés le 20 juillet ? Il y avait un accord.

C'est vrai mais pour ça il faudrait que nous les ayons et qu'ils aient été déposés. Je crois qu'il y a une fenêtre qui s'ouvre pour aller plus loin encore. Il est donc légitime que ce soit le prochain gouvernement qui s'approprie les textes.

Qu'est-ce que le CDH imposera dans ce futur gouvernement ?

Il faudra absolument finaliser le statut des accueillantes d'enfants, un dossier où le PS tirait le frein à main car ils privilégient les crèches publiques. Nous voulons aussi mettre en œuvre le pacte d'excellence.

Le CDH veut garder l'enseignement ?

Avec le travail qui a été réalisé, c'est une compétence qu'à titre privé je souhaite que nous conservions. Nous voulons aussi créer plusieurs milliers de places en maisons de repos. Il faudra mettre en œuvre l'assurance autonomie pour laquelle le PS mettait des freins depuis des mois. Nous voulons aussi, en matière de grande précarité, garantir le financement des associations liées à cette problématique. L'accord non marchand devra aussi être non discutable et devra être intégré à l'accord de gouvernement.

Il y a des dossiers jamais abordés avec le PS que le CDH souhaite faire avancer avec un nouveau gouvernement ?

Nous souhaitons revoir les droits de donations et de successions. Il faudra faciliter l'accès à la première habitation, en travaillant sur les droits d'enregistrement, etc. Il y a encore les services d'aide aux familles et aux aînés où il faudra une courbe à la hausse forte des crédits pour les contingents d'heures. Enfin, nous serons sensibles et exigeants sur les moyens destinés au handicap.

“Avec le travail qui a été réalisé, je souhaite que nous conservions la compétence de l'enseignement.”

Vous comptez détricoter certains accords engrangés avec le PS, comme le bonus logement ?

Je ne sais pas encore répondre car je ne sais pas qui seront les partenaires. Je ne ressens pas le besoin de détricoter aujourd'hui les choses qui ont été faites. Par contre, on pourrait aller plus loin dans certains dossiers, comme dans la réforme des maisons de repos. On pourrait réviser les associations publiques-privées “chapitre XII” où il existe une domination du public qui constitue un frein pour que le secteur associatif au niveau des hôpitaux puisse s'allier au secteur public. On demande aux hôpitaux de se mettre ensemble en fonction d'enjeux territoriaux. Mais le PS veut toujours que le public domine. Après, je précise qu'il n'y a pas de tabous à l'égard du MR, ni d'Ecolo ni même de Défi.

MR-CDH en Wallonie, c'est un peu court, non ? Les Ecolos doivent-ils absolument vous rejoindre ?

C'est mathématiquement possible sans Ecolo mais à notre sens les majorités devraient être les plus larges possibles. Mais on ne peut pas forcer les gens.

Si vous voulez convaincre Ecolo, il va falloir avaler le décumul total ?

Le CDH à la base est pour le décumul des rémunérations. Mais nous savons que c'est un élément sur lequel nous devons progresser. Il n'y a pas de tabous, nous devons pouvoir avancer sur tout.

Peut-on envisager des majorités différentes à Bruxelles et en Wallonie ? Ce qui compliquerait la mise en place d'un gouvernement en Fédération Wallonie-

Bruxelles.

C'est la démocratie. Mais, avec du bon sens et de la bonne volonté, je pense que l'on peut faire quelque chose d'extraordinaire pour les francophones dans les années qui viennent. Nous avons une chance unique et je regrette de voir le poids des réticences de Défi et singulièrement de M. Maingain à saisir cette chance. Qu'il s'inspire de ce qui se fait à Schaerbeek. Restons calmes, nous voulons tous voir un gouvernement se mettre en place, on est très loin d'un scénario des 500 jours sans gouvernement, mais il faut du temps.